

Le nouveau **Afrique**

86 NOVEMBRE 2015

Un regard positif sur l'Afrique

Magazine d'information et d'analyse politique, économique, sociale, sportive et culturelle



DOSSIER **TCHAD**



00850

#86 / NOVEMBRE 2015 / MENSUEL
2000 CFA / 2000 FC / 5 USD / 3,00 €
WWW.LENOUVELAFRIQUE.NET

SOCIÉTÉ
OBTENTION DU PRIX
NOBEL DE LA PAIX
PAR LE QUARTET
TUNISIEN

SPORT
JOURNÉE PORTES
OUVERTES 2015
DU CLUB
BX BRUSSELS

**LES NEWS
DU NET**

ÉCONOMIE
L'AFRIQUE
MOTEUR DE
L'ÉCONOMIE
MONDIALE ?

AFFICHAGE & ACHAT D'ESPACES PUBLICITAIRES TV ET RADIO

12-14, Avenue du Marché / Kinshasa - Gombe (R D Congo)
Tél : +243 85 55 111 98 / E-mail : info@proxyteam-congo.com
www.proxyteam-congo.com

PROXYTEAM
LA FORCE DU SUCCÈS





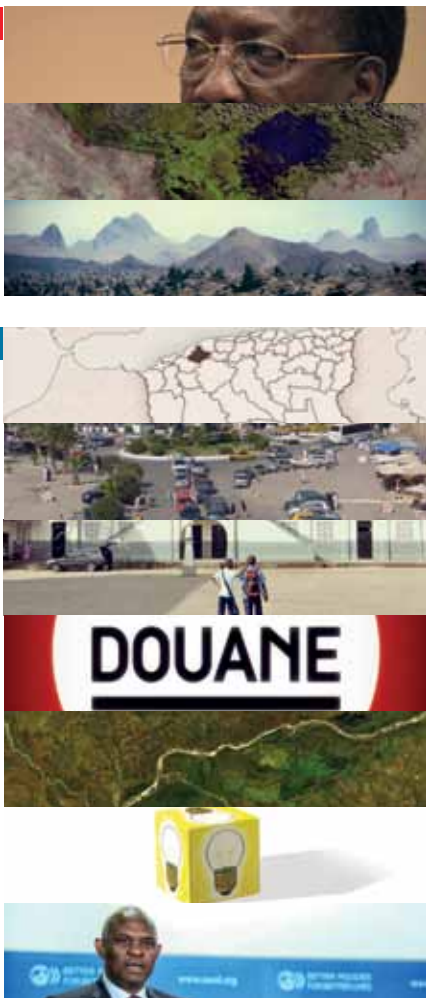
Par Daouda Émile Ouédraogo

LIBERTÉ TOUS AZIMUTS

Le continent africain aspire à la liberté. Depuis l'avènement de la démocratie à l'aune de l'année 2010, jamais autant les peuples africains n'ont autant réclamé plus de liberté dans la gestion de leur quotidien. La liberté se nourrit de pain, d'espoir et de confiance. Les africains veulent expérimenter cette liberté au quotidien. D'où leur propension à réclamer, à cor et à cri, à travers manifestations et grèves, plus de liberté, de démocratie et de paix. La liberté est intrinsèquement liée aux droits de l'homme qui, en lui-même, nourrit la liberté de pensée et celle du travail. Le célèbre auteur français Jean Jaurès disait que « le premier des droits de l'homme, c'est la liberté individuelle, la liberté de la propriété, la liberté de la pensée, la liberté du travail ». Le développement de l'Afrique ne sera possible sans une réelle liberté dans tous les compartiments de son existence. La liberté d'aller et de venir, la liberté de s'exprimer, de danser, de vivre, de faire ce que l'on veut tout simplement, sans jamais enfreindre les règles qui régissent la société, est l'une des plus grandes aspirations des peuples africains. L'Afrique a soif de liberté, elle a soif d'existence, elle a soif de vie. Sans jeter le bébé avec l'eau du bain, de nombreux pays africains sont en train de comprendre que seule la liberté peut garantir une longue vie et une meilleure sécurité aux institutions. Car, on ne peut parler de liberté sans parler de démocratie. Tout comme on ne peut parler de démocratie sans parler de choix libres et responsables. Périclès, homme politique grec, disait qu'« il n'est point de bonheur sans liberté, ni de liberté sans courage ». Les crises en Afrique n'ont d'autres raisons d'être que la quête de la liberté. Tout comme le soleil se lève à l'est chaque jour, chaque jour, des peuples se battent, des individus sacrifient leur vie pour conquérir la liberté. Récemment, au nom de cette liberté, des milliers de personnes ont fui les guerres dans les pays du Moyen-Orient pour chercher asile dans les pays d'Europe. Récemment, au nom de cette liberté, des jeunes hommes et femmes sont tombés sous les balles assassines de militaires putschistes au Burkina Faso. Récemment, en Centrafrique, des personnes sont mortes parce qu'elles réclamaient plus de liberté. Récemment encore, des violences pré-électorales faisaient des victimes en Guinée-Conakry. La liberté n'a pas de prix mais elle est coûteuse. Le combat des africains est le combat pour une liberté vraie, une liberté acquise au prix de mille et un sacrifice, une liberté qui ne flétrit pas mais qui s'éveille à la vie, qui s'éveille et se nourrit

du sang des ancêtres des africains tombés sur le trajet et les routes de l'esclavage. L'Afrique a beaucoup souffert dans sa marche vers des lendemains meilleurs. Et, elle continue d'en souffrir. À ce propos, André Guillois, journaliste français disait que : « dans la plupart des pays, les citoyens possèdent la liberté de parole. Mais, dans une démocratie, ils possèdent encore la liberté après avoir parlé ». Oui! L'Afrique a besoin de démocratie. Elle a besoin de vivre pour elle-même, pour ses filles et pour ses fils. C'est un combat de longue haleine. C'est une lutte sans merci à engager immédiatement par les africains. Cette lutte ne doit pas être le seul apanage des africains car, la liberté est universelle. Il n'y a pas de liberté qui vaille, que celle qui prenne en compte celle des autres. Nelson Mandela est formel : « Être libre, ce n'est pas seulement se débarrasser de ses chaînes, c'est vivre d'une façon qui respecte et renforce la liberté des autres ». La liberté des africains mérite qu'on y attache du prix. Dans la mesure où l'indépendance acquise depuis plus de 50 ans peine à être matérialisée par une vraie et réelle liberté, les africains doivent prendre leurs responsabilités. Car, toute liberté s'acquiert au prix de lutte et de sacrifice. « Un bonheur que rien n'a entamé succombe à la moindre atteinte ; mais quand on doit se battre contre les difficultés incessantes, on s'aguerrit dans l'épreuve, on résiste à n'importe quels maux, et même si l'on trébuche, on lutte encore à genoux » concluait Sénèque.

SOMMAIRE



- DOSSIER TCHAD**
- 6 POLITIQUE**
LE LEADER DE LA LUTTE CONTRE BOKO HARAM EN AFRIQUE
- 8 ÉCONOMIE**
UN CHANTIER À CIEL OUVERT
- 10 SOCIÉTÉ ET CULTURE**
UN RICHE PATRIMOINE, UNE CULTURE VIVANTE
- ÉCONOMIE**
- 14 ALGÉRIE**
25 000 EMPLOIS FUTURS AVEC LE PÔLE INDUSTRIEL DE SIDI EL KHETTAB
- 16 AUTOMOBILE EN TUNISIE**
FIN DES QUOTAS DÈS 2016 ?
- 18 CAMEROUN**
POUR UN ENSEIGNEMENT PRIMAIRE NON COERCITIF
- 20 DOUANES**
DE L'URGENCE DE L'AUTOMATISATION
- 22 ÉTAT DE BENUE AU NIGERIA**
PRIVATISATION OU COPINAGE ?
- 24 ÉVEILS AFRICAINS**
LE MONDE TREMBLERA-T-IL ?
- 26 LES NOUVEAUX MODÈLES POUR LE DÉVELOPPEMENT DE L'AFRIQUE**

Le nouvel Afrique
Un regard positif sur l'Afrique

Mensuel d'informations
Un regard positif sur l'Afrique

MISSION STATEMENT

La direction du magazine Le nouvel Afrique porte l'Afrique dans son cœur et est désireuse de rassembler dans ce mensuel d'informations des nouvelles positives sur l'Afrique. Le nouvel Afrique se veut une porte d'entrée vers l'Afrique en offrant une information responsable et objective sur ce continent. Les sujets (politiques, sociaux, économiques, sportifs et culturels) abordent des thèmes sensibles, tout en conservant néanmoins, une perspective positive. Le sous-titre du nouvel Afrique est 'Un regard positif sur l'Afrique'.

Directeur de publication : Cyrille Momote Kabange

Rédacteur en chef : Daouda Emile Ouedraogo

Éditorialiste : Cyrille Momote Kabange

Comité rédactionnel : Daouda Emile Ouedraogo, Alexandre Korbéogo, Anthony Vercriisse, Cyrille Momote Kabange, Mouhamadou Moustapha Thiam, Alain Traoré, Jamil Thiam, Hilaire Hubert, Jamal Garando, Yves Makodia Mantséka, Noël Kodja, Innocent Ebodé, Oasis Kodila Tedika, Souleymane Kanazoe, Chofofor Che, Caroline Nottage, Adagboyi Damian, Paul Ginies, Tony Elumelu, Dov Zera

Photographie : bruocsella.be, Maxime Devaux, Ronald Devaux, Afrikavision, Rama, Nasa, Michael Kerling, Eric Gaba, Citizen59, Mboupda Talla Roger, Herve Cortinat, Nawuito, William De Lavoie, Angela Rucker, Chatham House

Couverture : « Massif du Tibesti, Tchad » par Michael Kerling — Travail personnel. Sous licence Domaine public

Layout : bruocsella.be / bruocs@gmail.com



28 **MALI**
LES ENTREPRENEURS DU NUMÉRIQUE VEULENT DONNER DU SOUFFLE À L'ÉCONOMIE

30 **L'AFRIQUE**
MOTEUR DE L'ÉCONOMIE MONDIALE ?

32 **NEWS DU NET**

SPORT

38 **JOURNÉE PORTES OUVERTES 2015 DU CLUB BX BRUSSELS 2015**
VINCENT KOMPANY AUX CÔTÉS DES JEUNES

SOCIÉTÉ

42 **ENVIRONNEMENT**
DES PERSONNALITÉS DU CONTINENT QUI FONT DE L'ÉCOLOGIE LEUR COMBAT

44 **AFRIQUE**
LES FEMMES AU CŒUR DU DÉVELOPPEMENT

46 **MAROC**
MO IBRAHIM INVESTIT DANS LES ÉCOLES YASSAMINE

48 **OBTENTION DU PRIX NOBEL DE LA PAIX PAR LE QUARTET TUNISIEN**
UNE RÉCOMPENSE POUR AVOIR SAUVÉ LA TRANSITION DÉMOCRATIQUE



ADMINISTRATION & PUBLICITÉ

Direction Générale : Le LNA est une publication de l'asbl Friendly Foot
www.friendlyfoot.be

Directeur adjoint : Christel Kompany

Président : Augustin Izeidi

Direction Commerciale : A.S.C. sprl

COMMUNICATION, PUBLICITÉ & VENTE

Directeur général : Mahamat Haroun



SIÈGE SOCIAL

Avenue des Coquelicots 7

1420 Braine l'Alleud

Belgique

E-mail: info@lenouvelafrique.net

Site web: www.lenouvelafrique.net

POLITIQUE

LE LEADER DE LA LUTTE CONTRE BOKO HARAM EN AFRIQUE

Par Alain Traoré

Sur le plan politique, le Tchad semble avoir pris une nouvelle envergure depuis quelques années avec la lutte contre les groupes terroristes. De nos jours, ce pays, dirigé par Idriss Déby Itno depuis 1990 connaît une relative stabilité avec le fonctionnement courant des institutions.

Après être devenu une république au sein de la Communauté française, en 1958, le Tchad proclame son indépendance en 1960. La vie politique du pays est dominée par le président François Tombalbaye (1962-1975) et le Parti Progressiste Tchadien (PPT), seule formation autorisée à partir de 1962. Le régime autoritaire attise rapidement le mécontentement, déjà latent chez les musulmans du Nord. Un mouvement armé, le Front de Libération Nationale du Tchad (Frolinat), voit le jour au milieu des années 1960. Cette instabilité politique ajoute à la misère des Tchadiens qui vivent déjà dans la pauvreté. Le Conseil militaire supérieur du général Félix Malloum renverse Tombalbaye en 1975 et prône une réconciliation nationale. Mais tant sous Malloum que sous le président Hissène Habré (1982-1990), le pays reste déchiré par des conflits. Ils se poursuivent au cours des années 1990, malgré l'adoption de réformes démocratiques qui permettent la tenue d'élections pluralistes. Son successeur, Idriss Déby, dirige un pays où l'opposition demeure peu influente. En dépit d'entrées provenant de ressources pétrolières, le Tchad demeure, au début du XXI^e siècle, un des pays les plus réformateurs du continent.

Hissène Habré ou la page sombre ?

Le retour triomphal d'Hissène Habré à N'Djamena s'explique de différentes manières. D'une part, l'unité des forces appuyant Goukouni était hautement problématique et l'aide libyenne n'avait fait que compliquer la donne. D'autre part, Habré - plus anti-libyen que jamais - avait capitalisé auprès des Français, des Américains et des pays arabes modérés un soutien qu'il allait globalement conserver jusqu'à sa chute. Cette aide était motivée par les inquiétudes que

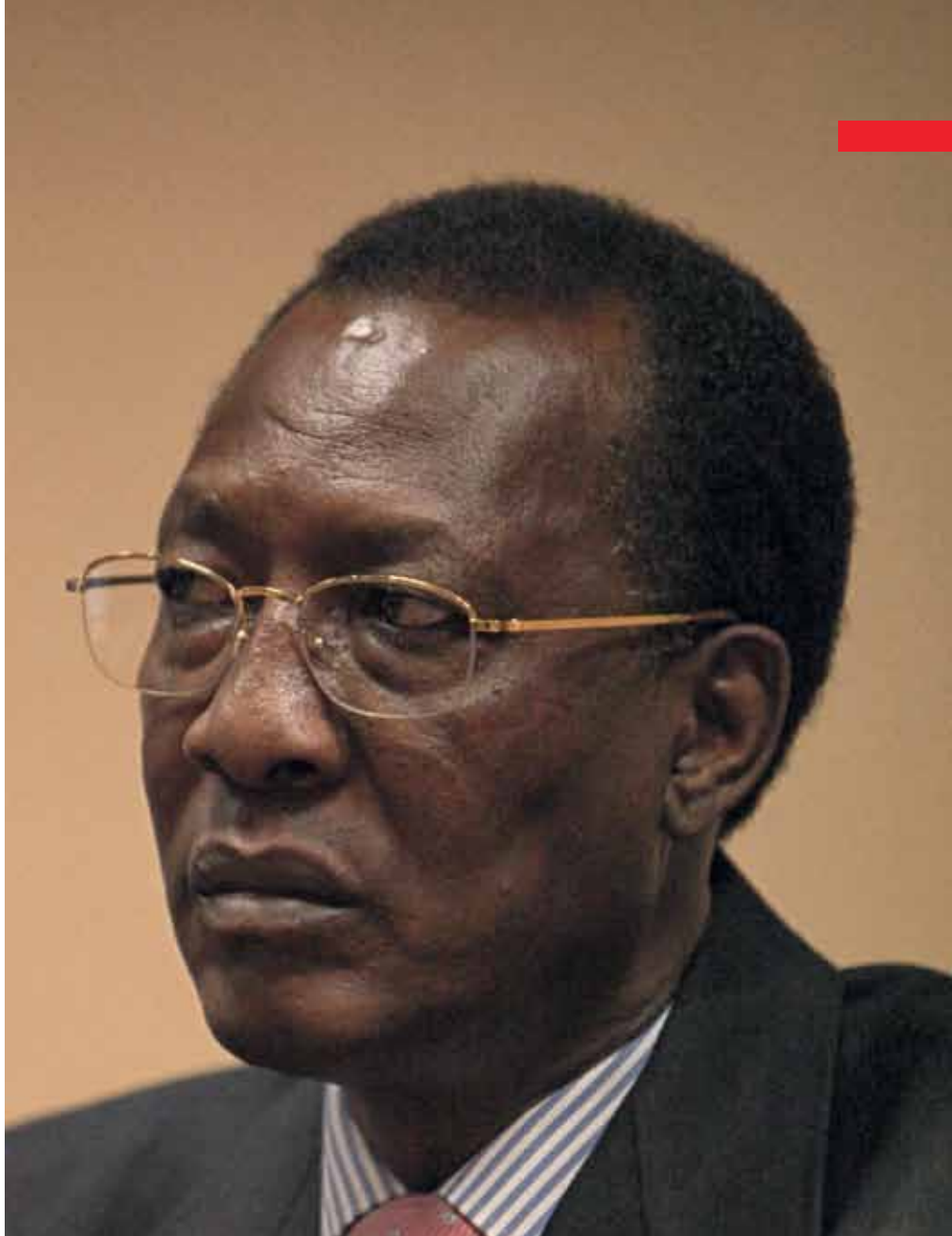
suscitaient les ambitions libyennes à Paris et à Washington. Ainsi les Français intervinrent deux fois, d'abord dans le cadre de l'opération Manta (août 1983 - octobre 1984) avec plus de 3 300 soldats puis dans le cadre de l'opération Épervier initiée en février 1986 et qui dure encore aujourd'hui. L'équation militaire au début de la période Habré pouvait être décrite facilement avec quelques approximations. Du côté d'Habré combattaient bien évidemment les Goranes, les Zaghawa Zaghawaqui lui donnaient des chefs militaires importants tels qu'Hassan Djamous, Idriss Déby Itno, Ibrahim Mahamat Itno ainsi que les Hadjarai sous la direction d'un responsable politique talentueux, Idriss Miskine, et un certain nombre d'officiers sudistes en délicatesse avec le Général Kamougué. Du côté de l'opposition, outre les Toubous sous l'autorité de Goukouni Oueddei, il fallait compter les Arabes des CDR sous l'autorité d'Acheick Ibn Oumar et Rakhis Mannany, ainsi que les multiples déclinaisons des Codos, milices d'autoprotection sudistes coordonnées par des dirigeants comme le Colonel Kotiga.

Une alliance problématique

Ainsi, après l'élimination de Tombalbaye, la période fut marquée par l'alliance problématique entre le Général Malloum et Hissène Habré, un sudiste et un nordiste qui étaient, tous deux, très sérieusement contestés dans leur propre 'camp'. Les discours et les actes sans nuance d'Hissène Habré à cette époque pour promouvoir les nordistes dans l'appareil d'État, l'arabe comme langue officielle et l'islam comme religion, lui qui est un parfait francophone et un laïc bon teint, reflétaient un calcul politique. Sa faction était bien plus faible que celle de Goukouni,

qui était allié à d'autres groupes issus du Frolinat; lui-même était un premier ministre complètement isolé dans une capitale où les sudistes tenaient de facto le haut du pavé. Son discours et son intransigeance 'nordistes' visaient alors à mobiliser toute l'élite de cette région du pays, tant arabophone que francophone, dans N'Djamena en jouant sur tous les registres, quitte à créer les plus grandes tensions et participer ainsi à la genèse des combats qui éclatèrent en février 1979. Pas plus qu'il n'avait 'un' nord, il n'y avait 'un' sud. Cette division de la classe politique nordiste et les multiples clivages régionaux et politiques en son sein renvoyaient à une situation homologue au sud. Cela peut être illustré par le rôle central qu'y jouait un personnage comme Wadal Abdulkader Kamougué, qui avait participé au coup d'État contre Tombalbaye et qui jouait alors sa propre carte contre un Malloum hésitant et en retrait. Cette absence de cohésion tant au nord qu'au sud n'était pas conjoncturelle mais structurelle. Elle pourrait être développée sur les registres économiques (par exemple, les pratiques du pastoralisme et la sédentarisation ne recoupent pas les frontières nord-sud) ou religieuses (les entendements des grandes religions et l'importance des religions traditionnelles suivent d'autres frontières autrement plus nuancées). Pourtant, comme au Soudan voisin, c'est cette seule matrice nord-sud qui dicte jusqu'à aujourd'hui la vision des problèmes politiques et des contradictions de la crise tchadienne. De cette période chaotique ne ressortent que deux grandes tendances: d'une part l'importance de la Libye dans le jeu tchadien qui sur détermine les alliances internationales, et de l'autre le basculement du pouvoir vers les élites nordistes, même si comme on va s'en rendre compte les sudistes ont su jouer leurs cartes avec talent.

Le Tchad proclame son indépendance en 1960, mais une entente permet à des troupes françaises de continuer à y stationner. Le gouvernement leur demande d'intervenir à la fin des années 1960 afin d'aider à mater la rébellion du Frolinat qui reçoit le soutien de la Libye. Cette dernière a des visées sur la bande d'Aozou, une région frontalière qu'elle occupe à partir de 1973. Les conflits qui déchirent le Tchad au cours des décennies qui suivent sont marqués par de nombreuses interventions françaises et libyennes. Un apaisement et un règlement de la question de la bande d'Aozou, favorable au Tchad, ont finalement lieu au cours des années 1990. Une rébellion, qui aurait le soutien du Soudan, entraîne une intervention extérieure, notamment de la France, qui permet de stabiliser la situation en faveur du régime du président Idriss Déby.



QUELQUES GRANDES DATES

Conseil national de redressement (1992-1994)

Deuxième armée de libération (1971)

Faction militaire (Maldoum Bada Abbas) (1991)

Forces armées du Nord (1976-1977, 1979-1982)

Forces armées populaires (1977-1979)

Forces armées tchadiennes (1982)

Forces Hassan Djamous (1989)

Front de libération nationale du Tchad (1966-1970)

Front populaire de résistance nationale (2010)

Gouvernement d'union nationale de transition (1983-1984, 1986)

Légion islamique (1989, 1990)

Mosanat (1989)

Mouvement patriotique du salut (1990)

Mouvement pour la démocratie et le développement (1991-1993, 1997)

Première armée de libération (1971-1972)

Union des forces de la résistance (2009)

Au plan de l'organisation des pouvoirs, il s'agit d'un État unitaire. Le régime politique est présidentiel; le président gouverne sans nécessairement avoir l'appui de la branche législative.

ÉCONOMIE

UN CHANTIER À CIEL OUVERT

Par Alexandre Korbéogo

En plein cœur de l'Afrique centrale, un pays imprime sa marque dans la marche du continent : le Tchad. Sur le plan économique, il semble devenu la plaque tournante de l'économie de la sous-région. Depuis quelques années, ce pays est au devant de l'actualité africaine tant sur le plan économique que politique.

Avec son 1 284 000 km², le Tchad est le cinquième pays le plus vaste d'Afrique. Situé en Afrique centrale, il est le trait d'union entre l'Afrique du Nord et celle subsaharienne. Avec ses 20 millions de terres arables, le Tchad constitue un vivier agricole. L'agriculture constitue son premier produit d'exportation. Aujourd'hui, avec la diversification de son économie et le retour de la stabilité politique et sociale, le Tchad se métamorphose de jour en jour. De très grandes réalisations ont été faites dans l'amélioration des infrastructures de base. Ainsi, le pays dans sa globalité, est devenu un chantier économique et social à ciel ouvert. Des investissements conséquents ont été réalisés dans l'agriculture, l'élevage, la santé, l'éducation, l'emploi, l'accès à l'habitat, le désenclavement, les BTP et l'énergie visant à booster le développement du secteur privé et pallier ainsi l'insuffisance des infrastructures de base et de services publics de qualité pour rendre le pays attractif et compétitif. L'objectif fixé par le Gouvernement Tchadien est de préparer l'émergence du pays à l'horizon 2030. Face aux enjeux majeurs du développement, le Tchad s'est engagé dans la libéralisation de son économie depuis maintenant deux décennies. Cela s'est traduit par la libéralisation des prix et du commerce, la privatisation des entreprises publiques, l'ouverture d'anciens monopoles publics à la concurrence puis, la participation active et accrue du secteur privé (y compris par les Investissements Directs Étrangers) dans l'activité économique pour devenir le moteur de la croissance et du développement. Les politiques libé-

rales jusqu'ici poursuivies ont permis d'assainir le cadre macro-économique et de réduire le poids de la dette publique extérieure sur les finances publiques. La création de l'Agence Nationale des Investissements et des Exportations et l'ouverture en son sein d'un Guichet Unique de création d'entreprise vise en outre à promouvoir l'investissement privé et à attirer les investisseurs étrangers en simplifiant et en accélérant les procédures administratives d'opérationnalisation des projets d'investissement.

Une meilleure réorganisation

Dans le cadre de l'Organisation pour l'Harmonisation en Afrique du Droit des Affaires (OHADA), le Tchad s'est engagé à réorganiser le cadre judiciaire et la réglementation des affaires en assurant une plus grande sécurisation de la propriété privée et une protection efficace de la propriété intellectuelle et des marques. La principale raison faisant de la République du Tchad une terre d'accueil pour les investisseurs internationaux est le cadre incitatif que présente la Charte nationale des investissements, axe majeur de la dynamique mise en place pour favoriser les investissements et rendre performant le tissu économique. La Charte des investissements met à la disposition des acteurs économiques, investisseurs privés nationaux et internationaux, dans le souci de l'amélioration du climat des affaires, un cadre contribuant à lever les contraintes qui pèsent sur les entreprises.

C'est un cadre d'amélioration de la compétitivité, qui contribue à l'approfondissement de l'intégration économique, répondant ainsi parfaitement aux exigences des enjeux de développement et de la mondialisation de l'économie. Par le biais de l'attractivité des Investissements Directs Étrangers (IDE), le Tchad espère un apport potentiel important à la croissance et au développement : apport de capital, de la technologie, de l'emploi, du savoir-faire organisationnel et accès à de nouveaux marchés. Le Tchad recherche donc des partenaires économiques et les invite à venir massivement investir dans le pays. De nombreuses opportunités d'investissement sont offertes aux investisseurs étrangers dans divers secteurs porteurs au Tchad.

De bons secteurs porteurs

Le premier des secteurs porteurs au Tchad est l'agriculture. Elle emploie 80% de la population et constitue 38% de la production de la richesse. En chiffre, ce sont 13,4 millions de terres défrichées et 5,6 millions de terres arables. Les cultures mises en valeur sont les céréales (sorgho, mil, maïs, blé et riz), les oléagineux (arachide, sésame, niébé, pois chiche, soja), la culture maraîchère (tomate, poivron, ail, oignon, etc.), les fruits (mangues, ananas, papaye, goyave, banane, etc.), la cueillette (gomme arabique, noix de karité, etc.), les cultures industrielles (coton, canne à sucre et tabac).



Vue satellite du Tchad. © Nasa

L'élevage

L'élevage emploie 40% de la population active dont 80% de la population rurale selon le Ministère de tutelle. Ainsi, près de 4,5 millions de personnes vivent directement ou indirectement de l'élevage. Considéré également comme un élément important de la dynamique économique, l'élevage contribue pour 17 à 18% du PIB. 20 millions de têtes constitue son cheptel dont 7 millions de bovins, 3 millions de camélins, 9 millions de caprins et d'ovins. Pour le Ministère de l'Élevage, le cheptel représente un capital de 1 000 milliards et participe de façon importante aux échanges avec l'extérieur, atteignant ainsi un flux monétaire annuel de 135 milliards de FCFA représentant autour de 51% des exportations hors pétrole.

Pour améliorer son potentiel d'élevage, le Tchad a développé plusieurs programmes et projets avec l'aide des partenaires internationaux (Programme d'appui à la filière bovine, Projet d'appui au système d'élevage pastoral, etc.). La santé animale a été sécurisée d'une part, par les campagnes de vaccination anti-bovine, suivies par la surveillance épidémiologique d'autre part, par la réorganisation des services et de la distribution des intrants vétérinaires, la libéralisation, la privatisation et la formation d'auxiliaires d'élevage. Le bétail au Tchad a effectivement été épargné depuis 1983 des grandes épidémies meurtrières.

La pêche

Le Tchad est l'un des pays sahéliens le mieux pourvu de ressources d'eau de surface. Il dispose d'importants cours d'eau permanents : les fleuves Chari (1 200 Km) et Logone (1 000 Km), ainsi que de nombreux lacs dont le plus important est le Lac Tchad. Près de 300 000 personnes pratiquent la pêche ou sont concernés par la transformation et la commercialisation du poisson. Le potentiel halieutique est estimé à plus de 150 000 tonnes par an et participe à environ 5% du PIB. On estime que 44 % de la production est destinée à l'exportation sous forme séchée ou fumée et cela vers le Cameroun, le Nigeria et la République Centrafricaine. Le sous secteur de la pêche offre d'importantes opportunités d'investissement que ce soit dans la pêche avec les techniques modernes, l'aquaculture, surtout la spiruline dans la transformation des produits de la pêche.

L'industrie, l'énergie et les mines

L'industrie tchadienne est encore à ses balbutiements. Seulement un petit nombre d'entreprises au sommet concentrent les investissements les plus importants dans les activités telles que l'industrie de substitution à l'importation, l'industrie pétrolière, les BTP, le secteur bancaire et les assurances. Devant la volonté et l'engagement affiché du Gouvernement tchadien d'industrialiser le pays, le sous-secteur de l'industrie pré-

sente des opportunités d'investissement défiant toute concurrence. Le secteur pétrolier, avec ses réserves estimées en 2010 à 1,5 milliards de baril, et le sous-secteur de l'électricité et de l'énergie solaire offrent des perspectives d'investissements attractives. La Fabrication et la distribution de systèmes photovoltaïques, la fabrication des câbles électriques et la fabrication d'accessoires électriques sont quelques opportunités d'investissement liées à l'énergie. Quant aux mines de nombreuses indices minéralisés ont été signalés au cours des dernières années alors que d'autres ont été identifiés par le projet PNUD/DRGM. Dans l'état actuel des connaissances, les indices minéralisés qui semblent les plus prometteurs pour la valorisation sont les métaux précieux (or, argent et platine), les minerais métalliques (cuivre, plomb, zinc, chrome, nickel, fer, titane, manganèse, tungstène, aluminium), la matière radioactive (uranium), les pierres gemmes (diamant), les substances minérales industrielles (calcaire, marbre et pierres ornementales), les matériaux de construction (graphite, talc schistes, kaolin, sable de verre, diatomites, gypse), la formation saline (natron et carbonate de sodium). Pour l'instant, le natron et l'or sont les seules sources minières exploitées actuellement.

Avec toutes ces ressources, le Tchad constitue un pôle d'attraction pour les investisseurs.